

SANTÉ. La Mutualité française a organisé hier un débat sur les déserts médicaux au siège perpignanais de L'Indépendant.

Des pistes pour éradiquer les déserts médicaux en Occitanie

La situation est tout simplement paradoxale. Il n'y a jamais eu autant de médecins en France. Et l'Occitanie fait partie des régions les mieux loties. Elle présente une moyenne de 201 médecins pour 100 000 habitants, toutes spécialités confondues. Le chiffre est largement supérieur à la moyenne nationale (180 médecins pour 100 000 habitants). Et pourtant, ici aussi, les déserts médicaux subsistent. Le sujet était au cœur du débat qui s'est tenu hier en partenariat avec le groupe La Dépêche dans le hall du siège perpignanais de L'Indépendant. Organisée par la Mutualité française, qui regroupe la majorité des mutuelles de l'Hexagone, la table ronde a entre autres permis d'évoquer les pistes pour remédier au problème.

► Vers une médecine du XXI^e siècle
La directrice de l'Agence régionale de santé, Monique Cavalier, a notamment participé à la réflexion (voir encadré). Au même titre que le professeur Stéphane Oustric, du Conseil national de l'ordre des médecins, ou que le représentant de la Mutualité française au Conseil économique social et environnemental, Étienne Caniard. « Les déserts médicaux ne sont



► Hier, à Perpignan, la table ronde organisée dans le cadre des matinées-débats Voix de la santé a attiré des professionnels, militants mutualistes, associatifs et élus de toute la région. Photos Michel Clements

pas dus à un problème quantitatif, mais à des problèmes de répartition et d'organisation », a résumé ce dernier. Problème de répartition entre territoires, mais aussi entre généralistes et spécialistes. « Aujourd'hui, seuls 15 % des diplômés en médecine exercent en médecine ambulatoire, a ainsi rappelé Étienne Caniard. S'il manque des médecins à certains endroits, c'est parce qu'il y en a trop à d'autres. Pour attirer les médecins dans les zones sous-dotées, il faut leur offrir des

conditions d'exercice qui correspondent à leurs attentes. Il faut notamment favoriser l'exercice de groupe, afin qu'ils puissent prendre des week-ends et avoir un plan de travail adapté à la vie de famille. » Sur ce point, Monique Cavalier a acquiescé : « Les aspirations des médecins d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que celles de leurs aînés. Il faut oublier le mythe du docteur qui restait 50 ans au service de la population du même village midi et soir, samedi et

dimanche compris. La pratique de soin qui se profile est celle de médecins qui travaillent sur une amplitude horaire moins grande dans le cadre d'une pratique plus collégiale et dans un lieu accessible à plusieurs communes. » Une pratique notamment rendue possible par la création en zones rurales de maisons de santé regroupant plusieurs professionnels et plusieurs spécialités.

Arnaud Andreu

QUATRE QUESTIONS À...

Monique Cavalier, directrice de l'Agence régionale de santé

Quelle est la situation en Occitanie concernant l'accès aux soins ?

La région est plutôt bien dotée par rapport à la moyenne nationale. En France, il y a 90 médecins généralistes pour 100 000 habitants contre 104 en Occitanie. Les Pyrénées-Orientales sont le département le mieux doté de la région en matière de généralistes avec 122 médecins pour 100 000 habitants. La Lozère est le moins bien loti avec 83 médecins pour 100 000 habitants.



Il y a pourtant encore des déserts médicaux, même dans les Pyrénées-Orientales...

Dans les P.-O. comme dans toute la région, les zones de montagne restent les plus difficiles à couvrir. La répartition des médecins n'est pas géographiquement harmonieuse. En règle générale, il y en a plus en ville et sur le littoral.

Que faites-vous pour tenter de rééquilibrer la situation ?

On accompagne les jeunes professionnels pour qu'ils fassent des stages dans les secteurs qui manquent de médecins. En Occitanie, nous avons 900 maîtres de stage dont 40 % dans des zones sous-dotées. Nous avons aussi mis en place le contrat d'engagement de service public, l'équivalent d'une bourse de 1 200 euros par mois, pour les étudiants en médecine qui font des stages et s'engagent à s'installer dans les secteurs concernés. Il y a aussi une garantie de revenu de 6 900 euros par mois pendant deux ans pour les médecins qui s'y installent.

Quelles seront vos priorités pour les années à venir en matière d'accès aux soins ?

Il y a 6 millions d'habitants en Occitanie et un million de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Notre objectif sera d'aller vers ces populations précaires. Nous voulons aussi apporter des réponses sur les territoires comme celui de Perpignan, qui détient le record national de densité médicale, mais où une grande partie de la population reste éloignée des soins du fait de sa précarité.